
Lundi 11 septembre 2023

Accord d'association avec le Royaume-Uni : France Universités salue la solidarité européenne

France Universités accueille avec une grande satisfaction l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, presque trois ans après le lancement des programmes Horizon Europe et Copernicus. Elle tient à saluer le soutien sans faille apporté par l'EUA à *Universities UK* pendant toute cette période, ainsi que la solidarité à l'égard de leurs homologues britanniques dont ont fait preuve l'ensemble des conférences de présidents d'universités en Europe.

Ainsi que cela était prévu dans l'accord de commerce et de coopération en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021, le Royaume-Uni ne participera pas au fonds EIC. De surcroît, les chercheurs britanniques ne pourront pas candidater à certains appels dits « sensibles » couverts par l'article 22.5 du règlement d'Horizon Europe. Pour autant, par-delà la fracture du Brexit, la nouvelle alliance rappelle que les 27 Etats membres de l'Union européenne et le Royaume-Uni partagent toujours des valeurs semblables en matière de recherche et d'innovation.

Dans le précédent programme-cadre, Horizon 2020, la France, avec quelque 25.000 liens de coopération, était le second partenaire privilégié du Royaume-Uni. Le retour de ce dernier dans le concert des grandes nations scientifiques en Europe permettra de consolider les liens géopolitiques et diplomatiques, notamment en matière de stratégie environnementale et de lutte contre le changement climatique. Les partenariats entre établissements britanniques et établissements français au sein des alliances universitaires européennes devraient également en sortir renforcés.

Il est désormais à souhaiter que, dans la continuité du sommet franco-britannique de mars 2023, des programmes bi-latéraux entre la France et le Royaume-Uni, autour de l'intelligence artificielle, du quantique, de la santé ou de l'espace, mais aussi de la mobilité étudiante, viennent rapidement conforter ce nouvel élan européen. Les universités françaises se tiennent prêtes à y prendre toute leur part.